

Pouvoir d'emprunt—Loi

elle devait avoir droit à un dégrèvement de la taxe d'accise. Elle a présenté une demande et le gouvernement fédéral l'a approuvée. On lui a accordée \$160, je crois.

Lors de la dernière année financière elle a de nouveau demandé ce dégrèvement; on lui a répondu qu'elle n'y était pas admissible, parce que même si elle avait fait ses achats en son nom, ils avaient été payés grâce au revenu de son mari ou de sa famille; qu'elle n'avait aucun revenu lui permettant de payer pour le pétrole, ou la gazoline, et qu'elle ne pouvait donc pas demander la taxe d'accise. Non seulement ils ont refusé, mais ils ont voulu récupérer l'argent qu'ils lui avaient versé un an auparavant. C'est injuste.

● (2050)

En fait, ils lui ont demandé de rembourser alors qu'elle n'avait pas de revenu. Ils lui ont dit qu'elle n'était pas admissible parce qu'elle n'avait pas de revenu. Maintenant, ils veulent qu'elle rembourse cet argent avec un revenu qu'elle n'a pas. Le gouvernement doit décider s'il veut tenir compte du revenu individuel ou du revenu familial, mais il ne doit pas choisir alternativement la formule qui lui convient le mieux. Je trouve cela injuste.

Ce genre de chose incite les gens à chercher des moyens de duper un système injuste qui ne traite pas les gens de façon équitable. Je ne veux pas faire de critique, mais nous devrions trouver une solution pour éviter l'effondrement de l'assiette fiscale. Il n'est pas juste que 10 p. 100 des gens possèdent 60 p. 100 ou même davantage des richesses du pays. Sur les 90 p. 100 restants, certaines personnes ont de l'argent et d'autres n'ont rien. C'est vraiment malheureux pour de nombreux Canadiens, surtout ceux qui font partie de ces 90 p. 100. Les 10 p. 100 de privilégiés ne se font pas trop de souci. Néanmoins, ils doivent influencer la politique financière ou fiscale du gouvernement.

Chaque année, nous devons autoriser le gouvernement à faire des emprunts supplémentaires pour qu'il puisse payer ses dettes ou honorer ses engagements et c'est là un problème qu'il faudrait régler. Nous devrions parvenir au plein emploi ou du moins à faire baisser le taux de chômage qui ne cesse d'augmenter à cause des mesures rétrogrades du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray). Je pense surtout aux travailleurs de l'industrie automobile dans des villes comme Windsor et Oshawa où, depuis deux ou trois générations, l'économie de la région est entièrement axée sur cette industrie. Maintenant, ces gens perdent leur emploi. Ils ne savent pas où s'adresser et le gouvernement fédéral ne fait pas grand-chose pour les aider.

De nombreuses entreprises de petite et moyenne importance ont été touchées par la hausse des taux d'intérêt et l'inertie totale du gouvernement fédéral à cet égard. Nous devons chercher des moyens de parvenir au plein emploi grâce à une stratégie industrielle. Je voudrais que le gouvernement fédéral finisse par exposer sa stratégie industrielle afin que nous puissions faire des projets économiques à long terme et mettre au point une politique économique visant à parvenir au plein emploi pour tous les Canadiens. Comme je l'ai signalé tantôt, le régime fiscal doit être juste. Il est regrettable que le gouvernement dupe un handicapé. J'ai demandé au ministre

de faire preuve d'indulgence dans ce cas-là et dans d'autres, notamment à l'égard de la dame de North Battleford.

Nous devons également obtenir effectivement la mainmise sur nos ressources. Nous avons parlé à la Chambre d'auto-suffisance en matière d'énergie, mais j'ignore comment nous réussirons à atteindre cet objectif. Nous avons déjà exposé la politique du Nouveau parti démocratique à ce sujet, mais je n'y reviendrai pas maintenant. Assurément, les politiques du gouvernement ne permettent pas au Canada d'accéder à l'auto-suffisance en matière d'énergie.

Il est malheureux que notre régime fiscal soit injuste. Je l'ai déjà signalé à la Chambre et je le ferai encore, car ce fait est étroitement lié au déficit considérable que nous tentons de combler au Canada. Je le répète, la Saskatchewan doit payer une taxe d'exportation chaque fois qu'un baril de brut lourd quitte son territoire. La raison pour laquelle nous exportons notre brut lourd est qu'il n'y a aucune usine en Saskatchewan pour le traiter de façon qu'il soit utilisable.

C'est cependant un projet auquel le gouvernement de la Saskatchewan travaille conjointement avec Petro-Canada et la société Husky Oil, société entièrement canadienne, mais qui n'en est pas encore au stade opérationnel. La province paie donc une taxe à l'exportation chaque fois qu'un baril de brut lourd passe ses frontières. Sur le prix de chaque baril exporté, le gouvernement fédéral touche \$22, le gouvernement provincial récolte \$6 et les \$6 qui restent vont à la société pétrolière. Il est injuste envers la Saskatchewan qu'une partie aussi énorme du prix aille dans les coffres fédéraux.

En réalité, la province n'exporte pas du pétrole brut lourd, mais de l'énergie. Le fédéral ne perçoit aucune taxe sur l'exportation d'autres formes d'énergie. L'Alberta et la Colombie-Britannique ne paie pas un cent de taxe sur les trillions de pieds cubes de gaz naturel qu'elles exportent aux États-Unis. C'est discriminatoire envers la Saskatchewan. L'Ontario et le Québec ne paient pas un cent de taxe à l'exportation lorsque l'énergie électrique produite par leurs centrales nucléaires ou leurs barrages hydro-électriques traverse la frontière américaine. Il est sûr que l'argent perçu grâce à cette taxe sur les exportations sert à subventionner le coût des besoins énergétiques de l'est du Canada.

Une voix: Oh, oh!

M. Anguish: J'apprécierais beaucoup que les députés qui siègent à ma droite, s'ils ne savent pas de quoi ils parlent, se tiennent tranquilles jusqu'à ce que j'aie terminé. Ils auront l'occasion de parler ensuite. Il faut également que nous fassions transformer nos matières premières chez nous.

Pour en revenir aux conservateurs, je tiens à dire que les libéraux ne sont pas les seuls à blâmer, les conservateurs le sont beaucoup plus à cause de leurs terribles formules politiques avec lesquelles ils ont essayé de détruire le pays. Les gens à mon extrême droite à la Chambre n'ont absolument pas de quoi se vanter. Ils ont voulu exiger des Canadiens qu'ils paient le prix mondial pour le pétrole, chose dont ils ont parlé avant la campagne électorale, mais les Canadiens ont répondu qu'ils avaient tort.